

ESPACE OUVERT À L'EXPRESSION DES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL

Majorité municipale – élus du groupe Front de gauche, communistes, et citoyens > 21 élus



Joël Allain
Conseiller municipal délégué aux Relations intercommunales et au Budget municipal
jallain@ville-malakoff.fr

Majorité municipale – élus socialistes
> 8 élus



Corinne Parmentier
Adjointe à la maire chargée de l'Économie locale, de l'Économie sociale et solidaire, du Commerce, de l'Emploi et de la Formation
cparmentier@ville-malakoff.fr

Élus du groupe Alternative Écologiste et Sociale – Collectif EELV et Génération.s > 5 élus



Anne-Karin Mordos
Conseillère municipale déléguée aux Espaces publics, Espaces verts, à l'Environnement et à la Biodiversité.
amordos@ville-malakoff.fr

Sale temps pour les finances communales

Le projet de budget gouvernemental 2020, en débat au Parlement, relève du pompier pyromane et du sapeur Camember. Le premier, après avoir aggravé les fractures de notre pays, cherche à les réparer par des baisses d'impôts (tranches basses de l'impôt sur le revenu et suppression poursuivie de la taxe d'habitation). Le second compense ces baisses de ressources en asséchant celles de notre système social, ce qui, ajouté à la casse des services publics (logement social inclus) et à la déréglementation du marché du travail, conduit à la hausse de la pauvreté. Selon l'Insee, elle est de 0,6% en 2018, notamment du fait de la baisse des allocations logement dans le parc HLM. En attendant une réforme des retraites qui conduira à leur baisse, sauf à faire place aux fonds de pension. Toucheront-ils à la taxation du gazole non routier? C'est l'effet de la politique de baisse du coût du travail dont les résultats sur la compétitivité française ne sont pas évidents et bénéficient aux seuls actionnaires. Vue des communes, la plus mauvaise surprise serait la non-revalorisation des bases fiscales, soit pour Malakoff un manque à gagner de l'ordre de 300 000 euros. Depuis 2010, Malakoff a perdu plus de 19 millions d'euros cumulés avec la baisse de la dotation globale de fonctionnement versée par l'État. En 2020 la baisse serait de 150 000 euros environ... À cela s'ajouterait le poids des transferts de charges imposées par l'État, tel que le versement de l'aide aux écoles privées du fait de l'extension de la scolarité obligatoire à 3 ans: 40 000 euros pour notre ville. Le jeu de bonneteau fiscal continue: le fonds de compensation de la TVA augmenterait; le fonds de compensation de la taxe professionnelle baisserait, etc. La taxe d'habitation ne disparaîtrait qu'en 2023, après la fin du quinquennat... Concernant les communes qui recevraient moins de taxe foncière transférée du département que de taxe d'habitation supprimée, l'État compenserait via un coefficient correcteur dont la stabilité à terme n'est pas garantie. Enfin, la réforme des valeurs cadastrales, souvent lancée, puis abandonnée, commencerait après les municipales pour s'achever en 2023, après la fin du quinquennat. Une politique budgétaire bien à droite, soutenue par les élus de La République En Marche!

L'attractivité économique de Malakoff

Les indicateurs d'attractivité d'une ville sont usuellement alignés sur une idée comptable de la croissance économique qui additionne d'un côté le nombre d'implantations d'entreprises et de l'autre les créations d'emplois. On considère qu'un territoire se porte bien dès lors qu'il est capable d'attirer des investissements et drainer une population active. À Malakoff, on dénombre un actif pour un habitant, et plus de deux mille entreprises avec en moyenne trois cents créations d'entreprises par an. Malakoff développe cependant une approche holistique de cette attractivité. L'importance accordée aux sociabilités, à la coopération ou encore aux expériences participatives constitue un indicateur positif d'attractivité de notre ville que nous œuvrons à pérenniser.

La prochaine édition des Ateliers de l'éco se propose de mettre à l'honneur ces liens qu'une entreprise peut avoir avec sa commune, notamment dans sa participation aux modes de vie urbains, son implication dans les projets environnementaux, sociaux, sportifs et culturels. Montrant ainsi qu'on peut entreprendre en alliant performance économique, utilité sociale, notamment sur l'emploi local et le respect de l'environnement. Cet événement marquera aussi le lancement du Mois de l'Économie sociale et solidaire qui, pour cette quatrième année, valorisera ce travail en réseau. Notre ambition politique est de soutenir et faire connaître ce secteur d'activité de l'ESS qui fait sens, entre une activité économiquement rentable et un mode de production et de gouvernance respectueux de son environnement. Ce sera l'occasion de réfléchir ensemble à nos modes de déplacement, de consommation et donc de production à une échelle locale, tout en s'inspirant d'exemples extérieurs. Cette approche alternative du développement économique nous permet de repenser notre attractivité, davantage tournée vers la construction d'un avenir en commun, respectueux de l'humain, de l'environnement et des usages partagés. Retrouvons-nous le 5 novembre!

Dépassons nos limites, pas celles de la planète

Zéro Waste France est une association qui défend la démarche zéro déchet, zéro gaspillage, qui donne la priorité à la réduction à la source. Sa vision s'inscrit dans le cadre d'une transition écologique globale, du respect des droits humains et d'une meilleure prise en compte des populations les plus défavorisées et des générations futures. Nos modes de production et consommation ne sont plus viables. D'une part, parce qu'ils prélèvent plus de ressources que ce que la planète peut offrir, ce qui met en difficulté une partie de l'humanité présente et future. D'autre part, parce qu'ils sont à l'origine de déchets polluants et ce, même lorsqu'ils sont correctement collectés. Il est temps d'opérer un changement de paradigme pour s'attaquer à ces deux problématiques. La démarche zéro déchet, zéro gaspillage va au-delà du simple recyclage, qui est indispensable, mais pas suffisant.

Produire autrement. Pour réduire nos déchets, il faut commencer par modifier nos modes de production afin qu'ils deviennent sobres et efficaces dans l'utilisation des ressources naturelles et de l'énergie, permettant de réduire l'utilisation des matières premières.

Optimiser et allonger l'usage. On cherche à maximiser l'usage en réutilisant, partageant, mutualisant l'accès aux biens. En ce qui concerne les emballages, les modes de distribution reposant sur le «jetable» sont donc écartés au profit de systèmes basés sur la réutilisation (consigne, vente en vrac...). Préserver la matière. Le compostage et/ou le recyclage permettent de valoriser la matière le plus efficacement possible. Créativité et innovations économiques. La démarche zéro déchet, zéro gaspillage a permis le développement de nouvelles activités autour du zéro déchet, prouvant ainsi qu'il est possible d'être zéro déchet tout en continuant de vivre dans un système économique viable.

Texte de zerowastefrance.org qui vient de s'implanter à Malakoff.

« Mieux vaut prendre le changement par la main avant qu'il ne nous prenne par la gorge. »
Winston Churchill (1874-1965)

LES TEXTES PUBLIÉS ENGAGENT LA SEULE RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS

**Opposition municipale
Malakoff Plurielle, Collectif Gauche –
Écologie – Centre > 1 élue**



Emmanuelle Jannès
Conseillère municipale
emmanuellejannes@yahoo.fr
malakoff-plurielle.fr
malakoffetvous.fr

**Pour une ville
écologique!**

La majorité municipale nous promène avec ses deux élus écologistes et ses quelques actions ponctuelles très bien orchestrées sur le plan communication, mais décalées et trop souvent poussées par des demandes répétées de l'opposition et de la population. Car derrière les mots, l'équipe en charge de la gestion de notre ville ne pense pas écologie, n'aborde pas la question de la circulation (y compris piétonne), ni les projets d'urbanisme, ni la santé... par une approche écologique globale capable d'améliorer vraiment la qualité de vie des habitants. Verdir son discours ne suffit pas, il faut passer à l'action! Certes, depuis cinq ans, on voit poindre un certain frémissement. Mais que d'énergie déployée pour si peu de résultats! La ferme urbaine, le permis de végétaliser, la Journée de la propreté c'est mieux que rien. Mais en même temps, nous constatons : une commission développement durable en sommeil pendant presque toute la mandature et opportunément relancée à six mois des élections; un maillage incohérent de pistes cyclables (avec un Plan vélo gelé pendant six ans); des trottoirs souvent impraticables; aucune anticipation des mesures pour réduire les polluants; un PLU qui manque d'ambition écologique (avec une densification urbaine non maîtrisée); une réduction des espaces verts à contre-courant des préconisations contre le réchauffement climatique. Cependant, l'opposition, Malakoff Plurielle en tête, a été un peu écoutée : nos demandes pour un développement du bio dans les cantines, la suppression de l'usage des matières plastiques, la création d'une ressourcerie, l'implication plus forte des associations et des entreprises de l'économie sociale et solidaire ont été entendues. La pression constructive que nous exerçons fait bouger les choses. Mais le bilan de l'équipe en place est bien loin des enjeux. Maintenant, il est urgent de construire un autre projet pour Malakoff, d'avoir une vision ambitieuse et pragmatique, foncièrement écologique et durable, innovante et exemplaire pour notre territoire. Citoyens de Malakoff, changez la donne et votez en mars 2020 pour la coalition Demain Malakoff portée par Malakoff Plurielle et En Marche Malakoff!

**Opposition municipale
Le Malakoff Citoyen > 1 élu**



**Ange Stéphane
Tauthui**
Conseiller municipal
0622710724
stauthui@ville-malakoff.fr

**Ne rien changer
c'est s'enfermer!**

Cher(e)s Malakoffiot(e)s, voici maintenant cinq ans que j'écris nos tribunes, souvent le fruit d'un travail commun ou parfois autonome de ma part. Mes écrits reflètent souvent les cris des oubliés d'un système, tous ceux qui ne font pas partie du petit cercle de privilégiés depuis des années autour d'une majorité dont tout le monde connaît les pratiques. Mon mandat je l'assume entièrement car comme dans les associations, je l'ai fait totalement bénévolement car je n'ai touché aucune rémunération. Ma présence en mairie est une implication personnelle au service de la population afin d'assumer le rôle qui m'a été donné par vos votes. Nous sommes entrés en phase de campagne électorale qui nous oblige à garder une neutralité imposée dans l'exposition de nos idées et points de vue purement liés aux prochaines municipales, au travers de ce journal. C'est pourquoi, je profite de ces quelques lignes pour d'une part, remercier l'ensemble des personnels communaux pour leur travail qu'ils exercent chaque année pour Malakoff. Ce n'est pas facile tous les jours pour nombre de personnels d'exercer en toute neutralité leurs responsabilités dans une commune dirigée par les communistes. Malgré les années écoulées il y a des pratiques inchangées qui malheureusement paralysent notre commune. D'autre part, j'en profite pour remercier l'ensemble des citoyens actifs quotidiennement au service de l'intérêt général, au travers de leur engagement dans toutes nos associations permettant de dynamiser la ville. Nous sommes tous acteurs d'une dynamique, de changements et d'évolution! Continuer de râler et critiquer sans s'investir c'est maintenir un système qui conduit à notre perte, il est donc grand temps de s'impliquer en proposant et en agissant! Notre territoire a besoin d'une respiration démocratique. Après 96 ans de pouvoir d'un clan, qui impose la plupart de ses décisions, sans concertation, sans dialogue réel, souvent sans ménagement et avec mépris, il est temps d'envisager l'avenir en concertation! Parce que c'est possible, ça existe et que c'est indispensable pour relever les défis futurs!

**Opposition municipale
Malakoff 21 – Collectif citoyen
Gauche – Écologie > 2 élus**



Fabien Chébaud
Conseiller municipal
fabien.chebaud@yahoo.fr
malakoff21.fr

**Les autres portes
de Malakoff**

La municipalité profite du départ de l'Insee pour créer un nouveau quartier avec la Zac Porte de Malakoff et recoudre notre ville aux territoires voisins. Mais de nombreuses autres entrées de ville ne doivent pas être délaissées. « Entrée de ville » est un jargon souvent utilisé par les urbanistes et les élus locaux pour désigner ces voies qui permettent d'entrer dans une ville (ou en sortir). Mais dans nos communes très urbaines où les frontières sont parfois peu marquées, ces entrées ou ces portes ne doivent pas être entendues comme des bastions ou des octrois qui gardent nos territoires, car ce sont avant tout des lieux de passage, donc de vie. Lors d'une précédente fête de la ville, une association avait demandé aux habitants quels étaient leurs endroits préférés et ceux qu'ils aimaient le moins à Malakoff. Les ponts sous la voie ferrée qui nous relie à Vanves faisaient partie des lieux les plus répulsifs. Ces espaces publics, qui sont des axes essentiels de passage, mériteraient un traitement qualitatif et rassurant, par exemple par des jeux de lumière ou artistiques. L'avenue Pierre-Brossolette est à elle seule une longue « porte linéaire » qui nous sépare plus de Montrouge qu'elle nous en rapproche. Des secteurs ont déjà muté sur nos deux villes, comme avec la Zac Étienne-Dolet. La transformation urbaine à venir du Petit Vanves, le quartier le plus ancien de Malakoff, doit nous interroger sur l'aménagement de cet axe géré par le Département. Cette voie est dominée par le trafic automobile et rend téméraire et dangereuse la circulation des modes doux (vélos, trottinettes...). Le réaménagement de cette avenue est indispensable et nos deux villes ne pourront pas se satisfaire d'un statu quo. Le prolongement du tramway T6, de Châtillon-Montrouge jusqu'à Paris, peut être une opportunité de revoir complètement l'aménagement de l'avenue Pierre-Brossolette. L'histoire de Malakoff est marquée par la création de limites communales sur des axes durs (voies ferrées, routes majeures, fortifications...) qui n'ont plus de sens dans l'espace métropolitain actuel. Notre groupe Malakoff 21 sera force de propositions pour les aménagements futurs, notamment de la part du Département et du Territoire Vallée Sud-Grand Paris.